Numéro du tarif	Nature des demandes	Tribunal de justice cantonale	Première instance	Cours d'appel	Cour de cassation
77 (nouveau)	Taxe d'enrôlement				
	— Instance en divorce		12	18	24
	— Autres affaires de statut personnel		12	18	24
	— Matières civiles et commerciales	6	12	18	24
	— Instances tendant à l'obtention d'une indemnité, d'une pension d'une rente ou de dommage-intérêts en matière d'accidents, autres que les accidents de travail	6	12	18	24
	— Référé	5	10	15	20
	— Instances pénales lorsqu'il y a parties civiles	6	12	12	24
	— Instances en matières de pension alimentaire	exempt	exempt	exempt	exempt
	— Matière prud'homme	exempt	exempt	exempt	exempt
	— Instances en matière d'allocations familiales	exempt	exempt	exempt	exempt

**Institution d'un droit sur les documents
délivrés par la direction de la marine marchande**

Article 43

Il est institué un droit fiscal dû sur les documents délivrés par les services de la direction de la marine marchande du ministère du transport.

Ce droit est perçu sous forme d'un timbre fiscal apposé sur les documents délivrés.

Le droit de timbre relatif auxdits documents sont fixés conformément au tableau ci-après :

1) Certificat de jauge	1,500 dinars
2) Déclaration de propriété	1,500 dinars
3) Formule de soumission	1,500 dinars
4) Formule de cautionnement	1,500 dinars
5) Acte de nationalité	5,000 dinars
6) Congé	1,500 dinars
7) Extrait du registre matricule des navires	1,500 dinars
8) Attestation de radiation de la matricule des navires	1,500 dinars
9) Attestation de non hypothèque maritime	1,500 dinars
10) Demande de permis de transport de personnes à titre onéreux dans les eaux territoriales	1,500 dinars
11) Procès-verbal de visite de sécurité	1,500 dinars
12) Permis de navigation	1,500 dinars
13) Permis de transport de personnes à titre onéreux dans les eaux territoriales	1,500 dinars
14) Certificat international de sécurité ou autres attestations similaires	1,500 dinars
15) Livret professionnel des gens de mer	10,000 dinars
16) Certificat de marin canotier	1,500 dinars
17) Certificat d'officier canotier	1,500 dinars
18) Relevé de navigation	1,500 dinars
19) Brevets maritimes	1,500 dinars

Article 44

L'article 48 de la loi n° 76-115 du 31 décembre 1976 portant loi de finances pour la gestion 1977 modifié par l'article 10 de la loi n° 77-60 du 3 août 1977, est modifié comme suit :

Art. 48 (nouveau)

Sont exonérées de droits et taxes dus à l'importation, les acquisitions relatives aux besoins spécifiques de la présidence de la République ainsi que les armes, munitions et tout autre équipement à caractère défensif.

CHAPITRE III

Dispositions non fiscales

I. Dispositions à caractère économique et social

**Conversion en bons d'équipement
de crédits agricoles abandonnés**

Article 45

Le ministre du plan et des finances est autorisé à procéder dans le cadre des enveloppes annuelles d'émission de bons d'équipement autorisés par la loi de finances, à la conversion en bons d'équipements, du reliquat des crédits agricoles accordés avant le 31 décembre 1987 sur les ressources ordinaires ou d'emprunts bancaires et qui bénéficient de l'abandon décidé le 4 avril 1989.

L'opération de conversion sus-visée sera effectuée en deux tranches égales respectivement en 1990 et 1991 dans la limite d'un montant de dix millions de dinars (10.000.000 D).

**Programme national de résorption
des logements rudimentaires**

Article 46

Est autorisé le transfert en 1990, d'un montant de 15.000.000 dinars du fonds de promotion de logements pour les salariés au profit du fonds de concours ouvert dans les écritures du trésorier général de Tunisie et destiné au financement du programme national de résorption des logements rudimentaires.

**Relations entre propriétaires et locataires :
Droit au maintien pour certains locataires**

Article 47

Sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1990 les dispositions :
— De la loi n° 76-35 du 18 février 1976 fixant les rapports entre propriétaires et locataires de locaux à usage d'habitation, de profession ou d'administration publique, telle que modifiée par la loi n° 78-19 du 1^{er} mars 1978 et la loi n° 78-20 du 1^{er} mars 1978.
— Du décret-loi n° 81-13 du 1^{er} septembre 1981, relatif au droit de maintien accordé aux locataires des locaux à usage d'habitation appartenant à des étrangers.

II. Modification du code de la comptabilité publique

**Simplification de formalités relatives
aux dépenses publiques**

Article 48

Sont abrogées les dispositions de l'article 119 de la loi n° 73-81 du 31 décembre 1973 portant promulgation du code de la comptabilité publique.